



Notre école « meilleure d'Europe » face au Covid ? Ce n'est pas ce que disent les chiffres !

Un million de décrocheurs et non pas 500 000, les écoles françaises ni plus ni moins efficaces que leurs voisines... Nous avons passé au crible les affirmations du ministre de l'Éducation nationale. Le résultat est édifiant. Il faut espérer que les ministres de l'Éducation européens ne lisent pas trop la presse française. Que penseraient-ils sinon de leur petit camarade Jean-Michel Blanquer qui, en cette rentrée 2020, d'interviews en interviews, se présente systématiquement en premier de la classe sur le Vieux Continent sans que rien, dans son carnet de notes, ne permette d'en attester ?

Depuis que la crise du Covid s'est abattue sur l'Éducation nationale, le goût très blanquérien pour l'hyperbole a pris des accents aigus. La séquence a commencé le 16 mars lorsque le ministre a affirmé tout de go – et au plus grand étonnement des enseignants – que l'Éducation nationale était « prête » pour affronter un confinement brutal qu'il n'avait nullement anticipé (et comment le lui reprocher ?).

Cela s'est poursuivi en mai-juin, à la fin de l'année scolaire. La France, c'est vrai, fut une des premières nations à rouvrir ses écoles, et il faut lui savoir gré de s'être démenée contre vents, marées, syndicats et autorités sanitaires pour y arriver. Reste que ce déconfinement fut difficile, heurté, cacophonique. Par ailleurs, l'école à distance fut tout sauf une franche réussite (et comment à nouveau le lui reprocher ?).

Avant l'été, sur France Inter, il affirmait encore que la France, avec ses 500 000 décrocheurs pour 12 millions d'élèves, présentait « le meilleur, ou plutôt le moins mauvais taux de décrocheur de toute l'Europe ». Un étonnant exercice d'autosatisfaction, repris dare-dare en cette rentrée de septembre. Lors de sa conférence de presse du 26 août et des différentes interviews qu'il a données depuis, Jean-Michel Blanquer a annoncé successivement qu'il était « préparé à tout », que le protocole sanitaire s'appliquant dans les écoles de l'Hexagone était « le plus strict qui soit » et, à nouveau, que la France, de tous les pays d'Europe, se serait « le mieux sortie » de la séquence « école à la maison ».

Pour preuve : les enquêtes d'opinion menées auprès des parents concluant à un très haut niveau de satisfaction (80 %). Et, donc, cette proportion de décrocheurs très faible, ne dépassant pas les 4 % du nombre total d'élèves. Un chiffre par ailleurs « en baisse entre le début et la fin du confinement ».

Compilation parcellaire

Mais les chiffres ne disent pas cela. Commençons par l'affirmation selon laquelle les familles françaises seraient ravies des activités proposées par les écoles à leur progéniture pendant le confinement, et ce à 80, voire 89 %. Pour arriver à cette conclusion, le ministre se fonde sur un sondage Ipsos et une enquête de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp), publiés tous deux fin juillet. La réalité statistique est la suivante : les parents sont, en fait, 53 % à juger que les activités proposées ont été « assez profitables » (dans l'enquête Depp) et 60 % à considérer que la continuité pédagogique s'est « plutôt bien passée » (dans le sondage Ipsos), le reste se séparant entre satisfaits et mécontents, avec une légère surpondération, c'est vrai de satisfaits (notamment dans l'enquête Ipsos).

Deuxième affirmation : la France se serait révélée la championne toute catégorie de l'école à distance en Europe. Nous avons demandé ses sources au ministre lors d'un entretien rue de Grenelle fin avril. Il avait éludé. Nous avons donc contacté et recontacté les services du ministère. Silence radio. Jusqu'à ce que, vendredi 4 septembre, on nous transmette enfin une note de la délégation aux relations européennes et internationales (Dreic) compilant plusieurs articles de presse et un certain nombre d'enquêtes réalisées par des fondations privées (Robert-Bosch et

Vodafone Stiftung en Allemagne, Sutton Trust au Royaume-Uni) et qui constitue donc le vade-mecum du ministre en matière de comparaison internationale.

Cette note de deux pages est très parcellaire, avec « des choses développées sur certains pays mais seulement quelques lignes de commentaires sur d'autres, et des périmètres à chaque fois très différents », comme le reconnaît d'ailleurs un cadre du ministère. Curieusement, elle précise noir sur blanc que la France n'est PAS le pays européen le plus efficace dans la lutte contre le décrochage.

Certes, notre pays « ferait bien mieux que les quatre autres “grands” pays européens : Allemagne, Espagne (10-14 %), Italie (15-20 %) et Royaume-Uni » - noter quand même l'usage du conditionnel. Mais « l'Estonie et les Pays-Bas semblent avoir des taux très inférieurs (moins de 1 %) au nôtre », est-il écrit. Ce que le ministre n'a manifestement pas relevé...

Incompréhension des langues étrangères

Plus grave, cette synthèse comprend un certain nombre d'imprécisions, sinon de contresens, témoignant soit d'une incompréhension des langues étrangères, soit d'une lecture volontairement biaisée. Nous avons consulté par exemple

« COVID-19 Impacts : school shutdown » (Sutton Trust), censée mettre en exergue la faillite du système britannique. Ce brief assez fouillé (bien que s'appuyant sur des données datées remontant à fin mars, début avril) montre que la qualité et l'intensité des activités proposées a été très variable selon le type d'écoles, publiques ou privées, favorisées ou défavorisées.

Mais, en l'absence de données françaises, difficile de dire si les « 45 % d'élèves ayant eu un échange direct avec leur professeur lors de la semaine passée » ou les « 35 % d'enseignants ayant contacté des familles pour leur donner des conseils individualisés » sont bien en deçà de ce que l'on a pu constater dans l'Hexagone.

Quant à l'affirmation étonnante figurant dans le document selon laquelle

« seulement un tiers des élèves britanniques prennent part à l'enseignement à distance », elle découle d'une lecture tronquée de l'enquête, puisqu'elle confond « enseignement à distance » et « suivi de cours en ligne préenregistrés ou en direct ». Ce qui n'est pas précisément la même chose.

Rassurons le ministre : si, à l'instar de leurs homologues français, une majorité d'enseignants britanniques n'ont pas organisé de classes virtuelles ou pris leurs élèves au téléphone, ils ont néanmoins continué à leur proposer des activités, soit en les envoyant par mail, soit en les postant sur des plateformes de travail à distance.

Curieusement, ce biais d'interprétation se retrouve dans le résumé de l'étude « Schule auf Distanz » (Vodafone Stiftung) censée témoigner pour sa part du quasi-abandon des écoliers allemands par leurs enseignants. La Dreic tire en effet de cette étude cette statistique saisissante : seuls 52 % d'entre eux déclareraient « être en contact avec la majorité de leurs élèves ». Problème : le résumé porte à confusion, car à ces 52 % il faut ajouter - et non déduire - 35 % qui suivent... l'ensemble des élèves.

Surtout, la traduction est erronée. Cette statistique s'intéresse au nombre de professeurs qui parviennent à « joindre leurs élèves » (erreichen) directement ou au moins par le biais de leurs parents - ce qui est un peu plus engageant que maintenir un simple contact par des envois de mail collectif. Elle fait suite d'ailleurs à une question où 86 % des enseignants estiment important (51.5 % « très », 35 % « assez ») de « rester en contact personnellement avec leurs élèves ». Bref, la rigueur germanique n'a pas disparu, hélas pour la comparaison.

Précipitation à communiquer des chiffres

Enfin, énorme cerise sur le gâteau : le chiffre des 500 000 décrocheurs, tant de fois matraqué au printemps comme à la rentrée - et qui étonnait de fait les experts internationaux - s'avère, après enquête, massivement sous-estimé. Ce chiffre, nous apprend-on au cabinet, est une « estimation par carottages » basée sur des remontées partielles des rectorats (via les chefs d'établissements, les directeurs académiques, les inspecteurs...) à la date du 11 mai, soit à la fin officielle du confinement. Ledit cabinet ajoutant qu'il ne s'agit aucunement d'une étude prétendant à une

quelconque scientificité.

La précision est utile. S'appuyer sur des données aussi fragiles pour traiter de sujets aussi sérieux et arriver à des conclusions aussi définitives peut surprendre. La Dreic en préambule de sa note souligne d'ailleurs qu' « aucun pays européen n'a officiellement communiqué de données nationales concernant le nombre d'élèves décrocheurs ». Ce qui aurait pu alerter Jean-Michel Blanquer. Si ses collègues font assaut de prudence, ce n'est peut-être pas sans raison.

Cette précipitation à communiquer des chiffres non stabilisés est d'autant plus curieuse que le ministère dispose par ailleurs d'un excellent service statistique et que ce service s'est mobilisé pour dresser un bilan de l'enseignement à distance en s'appuyant sur un panel représentatif d'enseignants et non un sur un improbable « carottage » (Lacan, quand tu nous tiens...) académique.

Or, que dit ce bilan publié en un temps record fin juillet, dont le ministre a eu forcément vent ? Eh bien que les enseignants du premier et du second degré estiment respectivement à 6 et 10 % la proportion d'élèves n'ayant pas pu être suivis sur la période de mars à mai. Faisons rapidement le calcul. En considérant que le primaire et le secondaire scolarisent 6,7 millions et 5,7 millions d'élèves, cela nous donne 970 740 élèves sortis des radars. Soit le double des chiffres annoncés. Avec par ailleurs une forte variance entre les différents types d'établissements : de 4 % dans les collèges privés à 18 % dans les lycées professionnels et 19 % dans les collèges de l'éducation prioritaire.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Que Jean-Michel Blanquer nous aurait menti ? La patronne de la Depp, Fabienne Rosenwald, tente de prendre la défense de son employeur en soulignant que « le terme de décrocheurs [pour le ministre, NDLR] ne s'applique pas aux élèves avec lesquels les enseignants disent avoir perdu contact pendant la période de confinement (...) mais aux élèves qui ne sont pas revenus en cours physiquement quand les établissements ont rouvert. Donc c'est plus faible et c'est normal ». Las, ce n'est pas du tout ce que dit le ministre, ni le cabinet.

Gurvan Le Guellec